

# Darcos casse l'Éducation ! Ne le laissons pas faire !



Partout en France, les lycéens se mobilisent contre le manque de moyens et la réforme du lycée de Darcos. Les blocages et les manifs se multiplient.

Darcos croyait faire le malin en réunissant il y a quelques semaines 600 lycéens choisis parmi les Conseils de vie lycéenne de toutes les académies pour vendre sa réforme. Il s'était même payé les services d'une agence de publicité pour organiser son baratin. Pas de bol ! La réunion s'est vite transformée en assemblée générale avec un ministre débordée et hué sous l'œil des caméras.

Depuis, le refus de cette réforme se renforce de jour en jour chez les enseignants comme chez les lycéens.



Dans les autres secteurs de l'Éducation la mobilisation se construit aussi, dans les IUT contre la loi LRU, dans les écoles contre les suppressions des réseaux d'aide (RASED), dans les lycées professionnels contre les BAC pro en 3 ans et la suppression des BEP.

C'est le moment de frapper fort, tous ensemble, profs, lycéens, étudiants : NON à la réforme du lycée, NON aux 13 500 suppressions de postes, RETRAIT de la loi LRU et du BAC pro en 3 ans !

**Tous en Manif !  
Jeudi 18 Décembre  
10h Hôtel de Ville, Rouen**

## IUT, Facs, de l'argent pour tout l'enseignement supérieur ! Retrait de la loi LRU !

La plupart des IUT affichent leur mécontentement. En effet, avec la loi LRU qui doit s'appliquer au 1er janvier prochain, les IUT passeront sous la coupe d'une université. Les IUT, jusqu'alors mieux dotés, risquent donc d'y perdre beaucoup : dégradation des cours, disparition de certaines sections, inégalité accentuée entre les établissements, part plus importante encore des entreprises dans le financement des budgets, et donc mainmise accrue des patrons sur la formation...

Cela explique pourquoi ce sont souvent les directeurs d'IUT qui ont eux-mêmes convoqué des Assemblées Générales d'information. Mais ce sont pourtant bien ces mêmes directeurs qui avaient fermement défendu la LRU l'an dernier quand les universités connaissaient grèves et blocages pour la faire retirer. Ils espéraient tirer leur épingle du jeu sur le dos des facs, ils se sont fait avoir...

Pour gagner, la mobilisation des IUT devrait se donner l'objectif du retrait de la loi LRU dans l'unité avec les autres secteurs de l'enseignement supérieur, sans s'occuper des directeurs d'IUT qui rentreront sagement dans le rang dès qu'ils auront l'assurance que leurs prérogatives sont garanties.

Étudiant-e-s des IUT, étudiant-e-s des filières universitaires « générales », le mot d'ordre commun, c'est la garantie d'un fonctionnement correct pour l'enseignement supérieur sans financement privé. Sarkozy donne des milliards aux banques, qui ont créé la crise économique, qu'il commence par augmenter les budgets de l'Éducation pour assurer à tous les niveaux une éducation à la hauteur des besoins. À aucun niveau, l'école ne doit être le centre de formation des entreprises !

Contact : 06.59.10.03.78 - npa2009.org  
npalyceen.rouenagglo@gmail.com

## L'école est à nous : flics, hors des bahuts !

Nouvel exemple de la répression policière grandissante et de la criminalisation de la jeunesse : sous couvert de prévention des conduites à risques (consommation de drogue) c'est une véritable manœuvre d'intimidation dont l'administration était complice qui s'est déroulée la semaine dernière dans plusieurs établissements dont le collège de Marciac (Gers) : chiens renifleurs, fouille au corps, y compris les sous-vêtements, les élèves de 4e et de 3e laissés seuls avec les militaires savaient à quoi s'en tenir : « quand le chien mord, ça pique » ! Rien n'a été trouvé, pas un gramme ! Ces bleus-là n'étaient pas là pour démanteler un cartel de drogue mais pour faire trembler et humilier. Pour eux, la terreur est aussi une conception de l'éducation, ce n'est pas la nôtre : flics, hors des bahuts !

## Explosion de colère en Grèce

La répression policière systématique des mobilisations étudiantes contre la privatisation des facultés, le manque de moyens et les réformes scolaires a franchi un dramatique palier : un jeune de 15 ans, Andréas Grigoropoulos, est mort tué par un policier des « forces spéciales ». Depuis, de nombreuses manifestations de protestation des étudiants, lycéens et enseignants grecs se sont déroulées à Athènes et dans de nombreuses villes avec le soutien de la population. Ces événements s'inscrivent en effet dans une situation politique et sociale très dégradée marquée par la corruption, les scandales financiers, le chômage et la baisse du pouvoir d'achat.

## Jeunesse sans papiers, jeunesse volée !

Dans les écoles à tout moment des enfants peuvent voir leur scolarité brutalement interrompue car leurs parents sans papiers sont arrêtés, placés en centre de rétention et expulsés. Les enfants aussi peuvent se retrouver dans ces centres. Leur seule faute est d'être enfants de sans papiers.

Aujourd'hui à Rouen, des lycéen-ne-s majeurs scolarisés font l'objet d'une obligation à quitter le territoire français (OQTF). Ils sont menacés d'expulsion. La préfecture dans certains cas s'acharne. Quand le Tribunal administratif leur a donné raison et a annulé l'OQTF, la préfecture fait

## Libération et arrêt des poursuites pour les inculpés de Tarnac ! Retrait des lois sécuritaires !

Le 11 novembre, 9 personnes supposées appartenir à une « mouvance anarcho-autonome d'ultra gauche » ont été arrêtées à Tarnac, Rouen, Paris dans le cadre d'affaires de sabotage de la SNCF, et placées alors sous le régime « antiterroriste ». Faute de preuves, certains ont déjà été relâchés, mais doivent pointer chaque semaine au commissariat. Il leur est de plus interdit de se réunir : pas simple quand on habite le même logement, que l'on a des projets de vie communs ! Mais d'autres sont encore retenus et font l'objet d'une enquête poussée. Le pouvoir en quête de légitimité cherche à tout prix quelque chose pour justifier la menace terroriste, avec le concours des médias. Leurs seules « fautes » étant un mode de vie alternatif et d'avoir participé à des manifestations...

Il s'agit d'une criminalisation sur présomption, sans preuve. Les jeunes en marge seraient des terroristes, tout comme la délinquance se détecterait à la maternelle ! Ce sont les nouvelles lois sécuritaires qui leur permettent d'agir ainsi. Nous refusons cette société sécuritaire, de contrôle, de surveillance permanente ! Les inculpés de Tarnac ne sont pas les premières victimes, et il est à prévoir que d'autres personnes, groupes, mouvements feront progressivement les frais de cette stigmatisation. Pour toutes ces raisons nous leur déclarons notre soutien et appelons à leur libération inconditionnelle, ainsi qu'au retrait des lois antiterroristes et sécuritaires.



appel. Comment continuer à étudier quand on ne sait pas ce que sera le lendemain, où on pourra vivre ? Dans les établissements scolaires des réseaux de soutien, de profs, copains de classe, parents d'élèves se constituent face à une législation de plus en plus restrictive, face à un pouvoir politique qui les arrache à leur lycée, à leur vie d'adolescent et les renvoie, souvent dans un pays où personne ne les attend plus, sauf pour les enrôler dans l'armée ou pour les persécuter. Sinistre réalité de la politique du chiffre dont le gouvernement est si fier.

(visitez <http://www.educationsansfrontieres.org/>)